

Expansion de la frontière agricole et différenciation sociospatiale des Miskitus au Nicaragua

Florent Leo | Nadège Garambois

Florent Leo : doctorant, Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron (CESPRA), École des hautes études en sciences sociales

Courriel : florent.leo@ehess.fr

Nadège Garambois : maître de conférences, UMR Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), AgroParisTech

Courriel : nadege.garambois@agroparistech.fr

Résumé

Cette étude comparée des dynamiques agraires et des processus de différenciation sociospatiale entre foyers agricoles porte sur trois territoires miskitus (Tasba Pri, Li Aubra et Li Lamni) de la forêt sempervirente de l'Atlantique nord nicaraguayen soumis, selon des degrés variés, à l'accaparement des terres et des ressources par des tiers non autochtones, essentiellement pour développer l'élevage bovin. Pour les familles miskituës, dont une part importante des revenus repose sur l'agriculture et donc sur l'accès à la terre, inégalités sociales et injustice spatiale sont intimement liées. Ce travail de recherche met en lumière les mécanismes et les symptômes de ces accaparements fonciers qui s'accompagnent localement de conflits interethniques d'une grande violence, d'une paupérisation croissante, et d'une progression des inégalités intra- et inter-villageoises au sein de la société rurale miskituë.

Mots-clés : frontière agricole, territoire autochtone, dynamiques agraires, différenciation sociospatiale, Nicaragua

Abstract

This comparative study of agrarian dynamics and processes of socio-spatial differentiation between farming households focuses on three Miskitu territories (Tasba Pri, Li Aubra and Li Lamni) in the rainforests of Nicaragua's North Caribbean coastal region. This territory is characterised by different levels of land and resource grabbing by non-indigenous colonists, mainly for the development of cattle farming. For Miskitu families, whose income depends on farming and therefore on access to land, social inequalities and spatial injustice are closely linked. This research sheds light on the mechanisms and symptoms of these land grab phenomena, which are accompanied at local level by violent inter-ethnic conflicts, growing impoverishment, and rising inequalities within and between villages in rural Miskitu society.

Keywords: agricultural frontier, indigenous territory, agrarian dynamics, sociospatial differentiation, Nicaragua

Introduction

Au Nicaragua, dans les régions dites « atlantiques » situées sur la façade est du pays et le littoral de la mer des Caraïbes (figure 1), différentes populations afrodescendantes et autochtones coexistent : les Garifunas, les Kriols, les Mayangnas, les Ramas et les Miskitus (orthographe vernaculaire). Ces derniers représentent l'ethnie autochtone la plus importante démographiquement (76 % de la population autochtone et afro-descendante à l'échelle des deux régions atlantiques, région autonome de la Côte caraïbe nord [RACCN] et sud selon le dernier recensement national en 2005) et occupent plus des deux tiers des territoires de l'Atlantique nicaraguayen (Comisión Nacional de Demarcación y Titulación, 2013). D'après les données satellitaires compilées par Global Forest Watch (GFW), près de la moitié de la forêt sempervirente encore présente dans le pays se trouve dans la région autonome¹ de la Côte caraïbe nord, principalement dans la réserve de biosphère du Bosawas qui, avec celle du Río Plátano au

1. Après une lutte armée entre 1981 et 1987, les populations autochtones obtiennent un statut d'autonomie voté (loi n° 28) et intégré à la constitution en 1987. Le gouvernement nicaraguayen effectue ainsi une décentralisation vers deux régions dites « autonomes » nouvellement créées. Toutes deux disposent d'une entité politico-administrative propre (le conseil régional) composée de 45 membres élus au suffrage direct et d'un budget distinct renégocié chaque année.

Honduras qui lui est contiguë, constitue, en surface, la deuxième forêt tropicale du continent américain après l'Amazonie.



Figure 1 : Localisation de la région autonome de la Côte caraïbe nord au Nicaragua et des territoires miskitus titularisés

Source : fonds de cartes tirés de Natural Earth Data ; limites des territoires indigènes obtenues de l’Institut national d’études territoriales nicaraguayen ; réalisation : auteurs

Le Nicaragua atlantique connaît, depuis les années 1950, l’avancée d’un front de colonisation agricole animé par des populations métisses hispanophones en provenance de l’ouest et du centre du Nicaragua, en quête de terres à défricher avant tout en faveur de l’élevage bovin. Ces flux de populations sont portés par les profondes inégalités sociales régnant sur la côte pacifique et dans le centre du pays (Bainville *et al.*, 2005 ; Hardy, 2005) qui conduisent les agriculteurs précarisés à l’exode vers les régions encore forestières. Ils trouvent également leur origine dans les facilités de développement d’un élevage bovin gourmand en terres, et dont les produits sont destinés à l’export, par de riches agriculteurs (Maldidier et Antillon, 1993). Ce mouvement s’est

fortement accéléré depuis les années 1990 et la fin de la guerre civile (1982-1987), et ce malgré l'octroi aux peuples autochtones de titres de propriété communale, prévus par la loi 445 de 2003. Le Nicaragua connaît en effet depuis 2010 le taux de déforestation le plus important de tout le continent (perte de plus de 20 % de sa couverture de forêt sempervirente [Hansen *et al.*, 2013]) en raison des activités sylvicoles et d'élevage menées par des tiers non autochtones. Avec 40 assassinats entre 2015 et 2020, dont douze pour la seule année 2020, selon le Centre d'assistance légale aux peuples autochtones (Acosta, 2020), le pays a également le taux d'homicides interethniques par habitant, en lien avec le foncier, le plus élevé au monde (Global Witness, 2021).

En analysant les dynamiques agraires dans des territoires autochtones miskitus confrontés à ce front de colonisation agricole, il s'agit de comprendre l'évolution de l'agriculture et les mécanismes de différenciation socio-spatiale intra- et inter-villageois au sein de la société rurale miskitue, sous l'influence de ce processus exogène. Comment se déploient ces accaparements fonciers en Mosquitia dans le temps et dans l'espace ? Comment se traduisent-ils localement, selon leur ampleur, dans l'accès à la terre des familles miskitues et plus généralement dans le fonctionnement et l'économie de leur unité de production ? Quelles sont leurs conséquences en matière d'inégalités sociales pour les familles miskitues ? La survie de cette société autochtone dans la forêt sempervirente nicaraguayenne est-elle menacée ?

Menée selon une démarche d'agriculture comparée (Cochet, 2015 ; Cochet *et al.*, 2007), et réalisée dans le cadre du programme TruePath et cofinancée par l'Agence nationale de la recherche, cette étude repose sur un travail de terrain au long cours. Celui-ci se fonde sur des entretiens semi-directifs conduits auprès d'agriculteurs en 2015, puis de 2018 à 2020, dans trois territoires référencés comme « miskitus » et inégalement exposés à l'avancée du front de colonisation agricole : pendant 7 mois entre 2019 et 2020, dans le village d'Asang (territoire de Li Lamni) ; puis 3 mois en 2018 dans le village de Santa Fé (territoire de Li Aubra) ; et enfin 5 mois en 2015 dans les villages de Sumubila, Kuakuil II et Kukalaya (territoire de Tasba Pri) (figure 2). Cette recherche mobilise également les données relatives à la perte de forêt élaborées par le laboratoire Global Land Analysis and Discovery de l'université du Maryland en partenariat avec GFW, par l'analyse d'images chronologiques satellites Landsat. Les matériaux de terrain sont déterminants pour interpréter ces données géoréférencées, les-quelles permettent en retour de spatialiser précisément les mécanismes établis grâce aux enquêtes et aux observations du paysage *in situ*. Le croisement de ces deux sources

de données offre ainsi une étude inédite des processus en cours dans le territoire de la Mosquitia.

Cet article présente et illustre, dans une première partie, les principales modalités de la colonisation foncière en Mosquitia, avant de s'intéresser dans une deuxième section à ses effets concrets en matière de dynamiques agraires selon les villages et leur exposition au front de colonisation agraire. Dans une troisième partie, il analyse la différenciation économique induite entre « foyer » et « famille », termes ici synonymes².

Une colonisation foncière par l'élevage bovin récente et variable en Mosquitia

La progression du front de colonisation agricole dans l'Atlantique nord est un processus récent au regard de l'avancée de la frontière agricole au Nicaragua qui n'avait cours que dans le sud de la Mosquitia avant qu'éclate la guerre civile ayant marqué le pays durant les années 1980. En Mosquitia, le conflit a mis un coup d'arrêt à l'avancée de ce front, tandis que l'État sandiniste vidait de leur population tous les villages miskitus installés le long du fleuve Wangki. La moitié des villageois miskitus a été déplacée à soixante-dix kilomètres au sud du fleuve, vers des camps de regroupement à Tasba Pri, pendant la durée du conflit armé, de 1982 à 1987. L'autre moitié s'est enfuie vers le Honduras pour rejoindre des camps de réfugiés ou pour s'enrôler dans l'armée contre-révolutionnaire Contras – « nébuleuse d'opposants [...] composée de dissidents du sandinisme, d'anciens partisans de Somoza et de l'organisation indienne de la côte Caraïbe » (Bataillon, 2005, p. 653). La majorité de la population déplacée a commencé à se réinstaller graduellement sur son territoire d'origine à partir de 1987 puis définitivement en 1990, une fois la guerre civile achevée. Ce front de colonisation agricole a repris sa progression au début des années 1990, à un rythme rapide (figure 2). Il est animé par des migrants des départements voisins, situés plus au sud (Matiguàs, Rio Blanco), descendants de salariés agricoles sans terre employés dans les *haciendas*, ou fils de petits propriétaires n'ayant pas les moyens de s'installer à leur compte dans leur propre région, faute de terres disponibles au moment des divisions successoriales. Ce premier front est généralement suivi, une décennie plus tard, d'un second, celui d'agriculteurs de ces mêmes régions, mais qui, en tant que descendants de plus grands propriétaires, disposent du capital nécessaire pour constituer

2. Le « foyer » et la « famille » constituent à la fois l'unité de production et de consommation de base des villages.

rapidement un cheptel bovin et acheter ces terres, dont le prix à l'hectare augmente une fois les prairies implantées et les infrastructures routières plus développées, repoussant les primo-occupants chaque fois un peu plus au nord (Maldidier, 2004).

Cette colonisation agricole s'inscrit dans un boom de la demande en viande bovine et en produits laitiers. La production est destinée aux pays voisins d'Amérique centrale et aux États-Unis. En effet, si le Nicaragua est longtemps demeuré avant tout exportateur de café, de coton et de sucre, la viande bovine représente depuis les années 1970 le premier poste³ des exportations agricoles du pays (Roux, 1975), et 80 % des bovins abattus au Nicaragua sont aujourd'hui destinés à l'exportation (World Integrated Trade Solution et FAOstat). Cette colonisation foncière pour l'élevage bovin est à l'origine d'un vaste mouvement de conversion de la forêt sempervirente en prairies. Entre 2002 et 2021, la région autonome de la Côte caraïbe nord a ainsi perdu 46 % de son couvert en forêt humide (GFW). Cette perte est particulièrement intense ces dernières années ; le front de défriche est désormais aux portes des écosystèmes des savanes arborées à l'est, à celles du noyau de la réserve forestière du Bosawas à l'ouest (déjà entamé), et à celles du fleuve Wangki au nord, qui marque la frontière avec le Honduras (figure 2).

3. Et ce, jusqu'en 2019, date à laquelle, les exportations d'or brut (en valeur) ont dépassé celles du duo historique viande-café en raison de la forte augmentation du cours de l'or.

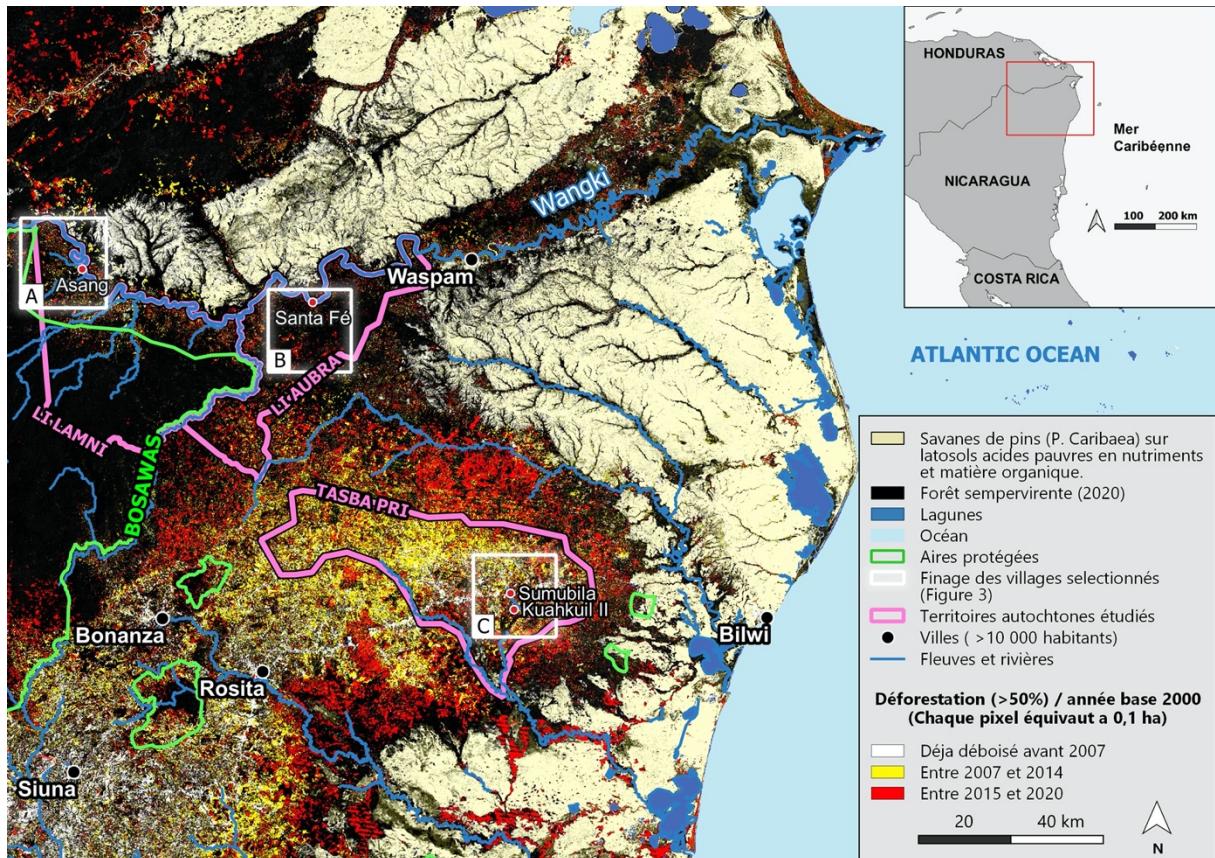


Figure 2 : Spatialisation et rythme de la déforestation en Mosquitia et localisation des territoires d'étude

Sources : Hansen, UMD, Google, USGS, NASA ; réalisation : auteurs, avec le logiciel QGIS

En Mosquitia nicaraguayenne, l'accès au foncier des familles autochtones est régi selon des règles coutumières par le droit de hache, qui suppose un droit d'usage pérenne et transmissible à la descendance de toute parcelle primo-défrichée. Le reste des terres du village constitue une réserve devant permettre aux nouvelles générations de s'installer et aux villageois de mener leurs activités de chasse et de cueillette en forêt. Pensée pour préserver les droits des populations autochtones sur leurs terres, la loi 445⁴ relative au régime de propriété communale des peuples autochtones, entrée en vigueur en 2003, attribue un titre foncier communal à chaque territoire autochtone de la Mosquitia, et rend, en théorie, les terres de chacun d'entre eux « inaliénables,

4. La loi 445 fait suite à une plainte déposée, grâce aux premières lois autochtones votées par le gouvernement nicaraguayen à la fin du conflit des années 1980, par la communauté Mayangna Ahuas Tingni à la cour interaméricaine des droits de l'homme contre le gouvernement nicaraguayen qui avait octroyé une concession à une entreprise sylvicole sur le finage villageois.

imprescriptibles et insaisissables ». Les titres communaux couvrent aujourd’hui 60 % de la surface des régions atlantiques nord et sud. L’application de la loi 445, relative à la propriété communale, doit se conclure par « l’assainissement » (article 59 de la loi 445) des terres autochtones, c’est-à-dire par le paiement d’un loyer à la communauté ou l’expulsion (avec ou sans indemnisation selon les critères établis dans les articles 36, 37 et 38 de la loi 445) des tiers métis hispanophones installés illégalement. Cette dernière phase n’a débuté dans aucun des vingt-trois territoires, alors que certains d’entre eux sont titularisés depuis plus de dix ans. Avec cette loi, le gouvernement nicaraguayen a également doté potentiellement le *síndico*⁵ d’un nouveau pouvoir en matière foncière. Depuis l’instauration de cette titularisation, il s’est vu octroyer le pouvoir de négocier des droits légaux sur le foncier du finage villageois. Sa simple signature peut permettre la cession à des tiers de terres relevant de ce titre communal, sans en référer à la communauté (Hale, 1996).

La figure 3 présente l’ampleur du processus de déboisement aujourd’hui en Mosquitia. Les espaces colorés reflètent la dimension des parcelles et révèlent de profonds contrastes entre celles défrichées par les villageois miskitus (myriades de petits îlots) et celles transformées en prairies clôturées (de plus grandes dimensions), le plus souvent par des tiers non autochtones. Selon leur localisation en Mosquitia, les villages miskitus sont donc actuellement exposés de différentes manières au front de colonisation agraire pour l’élevage bovin.

1) Les villages situés le long du fleuve Wangki sont restés jusqu’à présent à l’abri de la colonisation de leurs terres par des tiers métis hispanophones, à l’image d’Asang (territoire de Li Lamni), mais sont exposés aux narcotrafiquants honduriens, souvent des familles métisses hispanophones présentes dans la région de longue date, qui occupent les terres de la rive hondurienne pour développer des élevages bovins (figure 3, carte A).

5. Au sein de chaque village miskitu, se tient tous les deux ans l’élection des deux principales autorités politiques : le juge et le *síndico* communal. Le juge est sollicité pour l’organisation de la vie quotidienne et pour résoudre à son échelle certains conflits et délits mineurs ; le *síndico* assume la gestion des terres et des ressources naturelles incombant à son village. Le statut de *síndico* a été créé lors de l’octroi des premiers titres fonciers qui ont suivi le traité Harisson-Altamirano (1905). Cependant, cela ne concernait que certaines communautés littorales. Avec la fin de la guerre, la loi 28 d’autonomie et la réforme de la constitution, les *síndicos* ont commencé à être élus dans les communautés du fleuve Wangki, au tout début des années 1990. Toutefois, ces derniers n’ont disposé d’un pouvoir légal sur les ressources de leur village par rapport à des tiers qu’avec l’implémentation de la loi 445.

2) Les villages du fleuve Wangki dont les terres sont progressivement accaparées par des colons métis depuis une dizaine d'années, tel Santa Fé (territoire de Li Aubra) (figure 3, carte B).

3) Les villages plus au sud de la Mosquitia, exposés dès les années 1990 au front de colonisation agraire parti du centre du pays, comme dans le territoire de Tasba Pri, aujourd'hui totalement gagné par ce front, ainsi qu'en témoigne la presque disparition totale de la forêt de nos jours (figure 3, carte C).

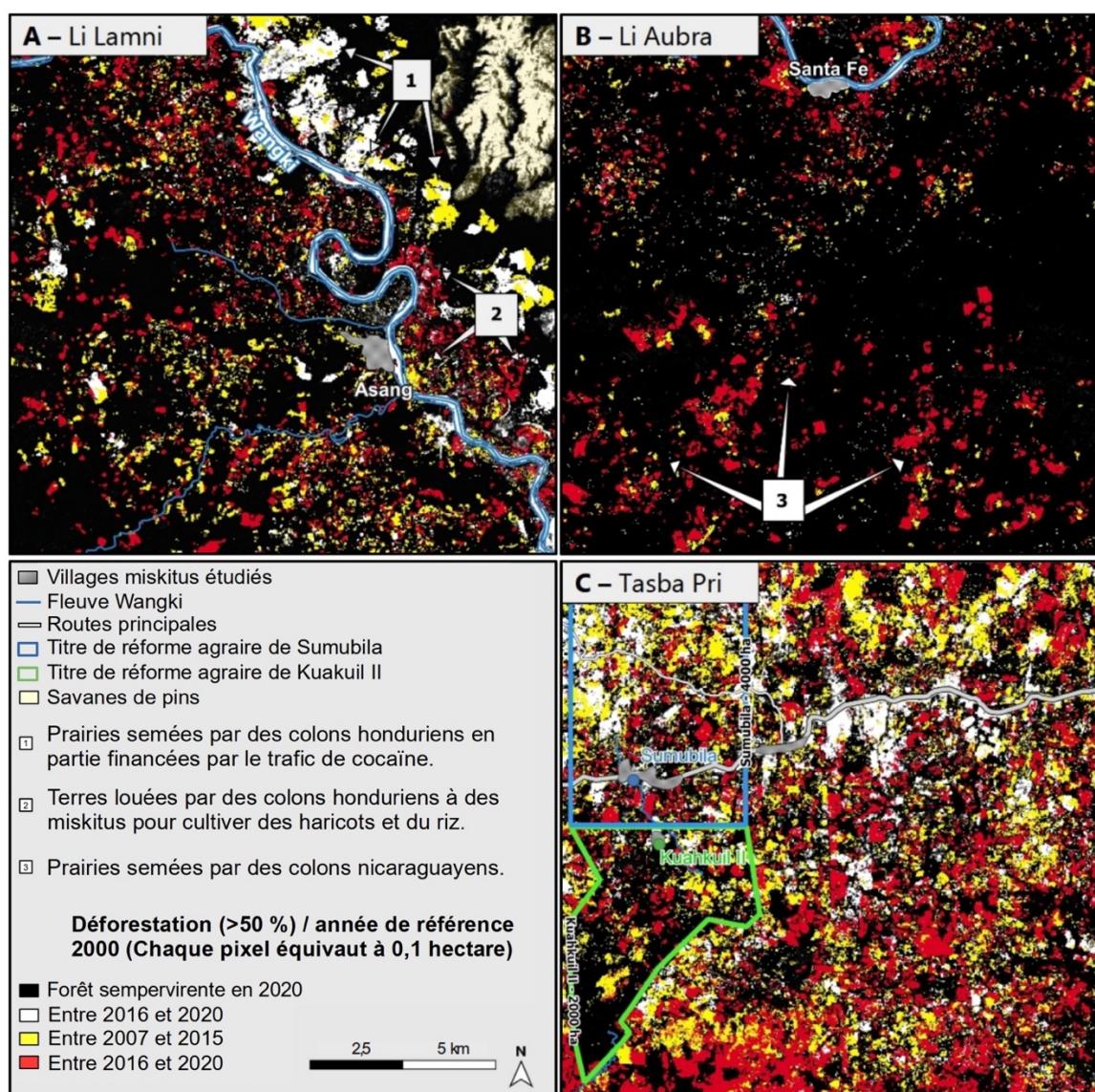


Figure 3 : Rythme, ampleur et causes de la déforestation dans les trois zones d'étude

Sources : Hansen, UMD, Google, USGS, NASA ; réalisation : auteurs, avec le logiciel

QGIS

Il s'agit dès lors de comprendre, dans ces différentes situations, comment ont évolué l'agriculture et l'économie des foyers ruraux miskitus en forêt sempervirente depuis les années 1990, sous l'influence de ces processus.

Des dynamiques agraires contrastées entre territoires miskitus

Les villages miskitus du fleuve Wangki à l'abri de la colonisation foncière

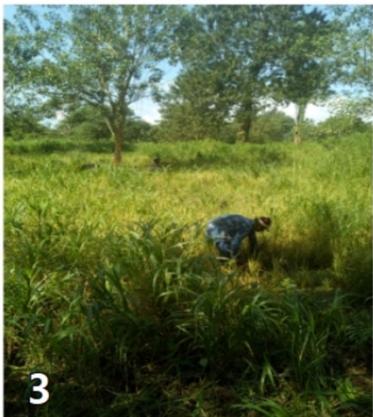
Face à la croissance démographique, une raréfaction des terroirs vivriers à Asang

Les familles qui rentrent à Asang après la guerre civile des années 1980 retrouvent les terres qu'elles avaient abandonnées au moment de leur départ en exil quelques années auparavant. Depuis, l'accroissement démographique a limité l'accès aux terres basses le long du fleuve Wangki et de ses affluents, terroir clé pour les cultures de riz et de haricot de décrue. Ces familles ont donc progressivement défriché des terres de plus en plus éloignées du village, pour des rendements en riz et haricot en abattis-brûlis plus faibles, par hectare, comme par heure de travail si l'on inclut les heures de marche pour atteindre ces parcelles. Ces terres en forêt ont d'ailleurs fait l'objet d'un large bornage par les foyers miskitus, pour l'agriculture et l'élevage, mais aussi pour l'orpailage, encouragé par la hausse des cours mondiaux de l'or depuis une quinzaine d'années et par la présence de très nombreux placers alluviaux dans le finage d'Asang (figure 4).

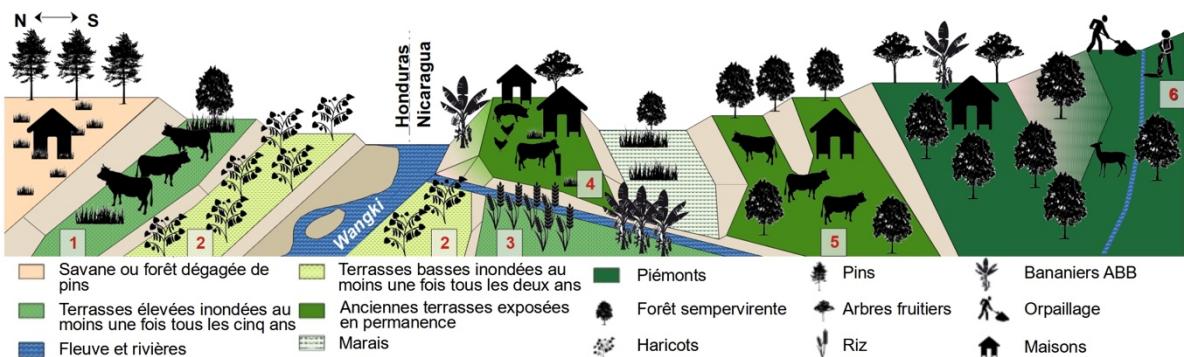
Champ de haricots



Champ de riz



Prairie permanente



A white cow stands in a grassy field, facing left. In the foreground, the back of another white cow is visible. The background features several palm trees and a small, simple building in the distance under a clear sky.

A man in a purple shirt and tan cap crouches in a stream, washing laundry in a large metal tub. He is surrounded by lush greenery and rocks. The water is brown and shallow.

Bovins déambulant dans le centre du village

Orpaillage à la bâtee

Figure 4 : Organisation du paysage et principaux écosystèmes dans les villages miskitus du fleuve Wangki. Le cas d'Asang

Source et réalisation : auteurs, photos prises en 2019 et 2020

L'essor du narcotrafic : pertes de débouchés et multiplication des vols

Pour les villages implantés le long du fleuve Wangki, le principal mode de déplacement demeure le transport fluvial. Il faut compter 12 heures en saison sèche et 7 heures en saison des pluies depuis Asang pour rejoindre, par bateau, Waspam en aval ; puis 4 heures pour atteindre Bilwi par bus. Ce sont autant de pôles urbains où pourraient s'écouler les productions agricoles (80 000 habitants recensés par exemple à Bilwi en 2020 [estimation de l'Institut national d'information et développement ; INIDE]) si l'ajout des coûts de transport ne rendait pas leurs prix trop élevés au regard des produits acheminés par camion depuis l'ouest du Nicaragua. La demande de vivrier marchand au sein même d'Asang étant faible (1 700 habitants recensés en 2020 selon nos enquêtes de terrain), la plupart des foyers agricoles miskitus demeurent largement centrés sur l'autoconsommation familiale. En revanche, l'essor à partir des années 1990 du bourg marchand hondurien d'Ahuasbila, situé à proximité sur la rive opposée, et peuplé essentiellement d'éleveurs bovins, a offert durant deux décennies des débouchés aux familles d'Asang pour leurs produits agricoles. Le narcotrafic a mis fin à ces échanges.

En effet, la Mosquitia hondurienne, frontalière et vulnérable en raison de son isolement et d'une présence gouvernementale limitée, notamment depuis le coup d'État de 2009, est devenue une plaque tournante du trafic de drogue (United Nations Office on Drugs and Crime, 2012). Ce phénomène affecte en particulier les villages miskitus nicaraguayens situés le long du fleuve Wangki, à proximité de la frontière avec le Honduras. Par sa localisation, Asang est particulièrement exposé au narcotrafic hondurien. En 2011, l'escalade de la violence entre narcotraiquants à Ahuasbila est telle que les habitants s'enfuient du bourg. Ne demeure depuis qu'une bande criminelle qui monopolise les terres de la rive hondurienne où l'installation de prairies pâturées par de vastes troupeaux bovins permet de recycler une partie de l'argent du narcotrafic, et qui loue les terres basses aux familles d'Asang (figure 3, carte A, légende 2). De plus, les narcotraiquants ont massivement introduit le cannabis à Asang. Il est devenu une véritable monnaie parallèle pour acheter du bétail volé (McSweeney *et al.*, 2018), l'or extrait par les familles, et les services de jeunes villageois paupérisés. La fin des échanges avec Ahuasbila a fait perdre aux habitants d'Asang l'essentiel des débouchés pour leurs produits agricoles et ils doivent, en même temps, affronter une multiplication des vols de bétail au sein du village. Compte tenu des problèmes de commercialisation, de la baisse des revenus agricoles et des vols de bétail, la difficulté à accumuler

dans du capital sur pied pour nombre de foyers à Asang s'est traduite par l'effondrement des effectifs bovins dans le village, divisés par dix entre 2000 et 2020.

Une différenciation croissante entre les foyers d'Asang

En trente ans, la différenciation sociale qui prévalait à Asang avant la guerre civile a changé et s'est accentuée. Les familles aisées, bien souvent descendantes d'allochtones intégrés par union aux villages miskitus⁶ dès le début du xx^e siècle, ont pu disposer à partir de la fin des années 1990 du capital nécessaire à la reconstitution d'un petit troupeau bovin (cinq à douze vaches) qui pâture leur parcelle de 20 à 40 ha d'ancienne forêt bornée et transformée en prairies clôturées. Leurs débouchés sont peu affectés par le nouveau contexte : les cultures qui sont auto- ou intraconsommées⁷ servent à payer des salariés embauchés à la tâche, les animaux vifs (bovins, porcs) sont vendus hors de la région, et leur fromage fermier est facilement vendu sur place du fait de sa rareté. Confié à un bouvier qui en assure la surveillance, leur troupeau est, *a priori* et pour l'instant, protégé des vols. Parmi ces foyers, les plus aisés possèdent trente à cinquante vaches sur 100 à 250 ha en cours de défrichement. Ils ne représentent cependant qu'à peine 5 % des familles d'Asang. S'ils sont aujourd'hui à la tête de systèmes patronaux, dans lesquels la main-d'œuvre familiale est complétée par un recours structurel à de la main-d'œuvre salariée issue d'autres foyers du village, c'est bien parce que, ces derniers ont vu, au même moment et contrairement aux premiers, leur situation se fragiliser.

La majorité des familles d'Asang combinent désormais culture de haricot en abattis-pourrissement sur les terres basses, culture de riz en abattis-brûlis sur les terrasses exondées ou sur leur parcelle défrichée en forêt (en rotation avec une friche arborée plus longue de cinq à quinze ans), et petit élevage porcin. En l'absence de débouchés pour leurs produits vivriers, ces agriculteurs se concentrent, pour les cultures, sur l'autoconsommation familiale et se tournent par ailleurs vers des activités

6. L'exploitation des ressources des forêts de l'Atlantique depuis la deuxième moitié du xix^e siècle : latex, bois de couleur et or, ainsi que la culture de banane, a attiré dans la région du fleuve Wangki une main-d'œuvre métisse hispanophone et étrangère. Progressivement intégrés par union aux villages miskitus, les allochtones ont bénéficié d'un accès au foncier selon les règles coutumières. Disposant d'un capital initial plus important (emplois salariés plus qualifiés que ceux offerts à l'époque aux Miskitus), ces foyers hybrides ont pu plus précocement capitaliser dans les prairies semées et le bétail. Cette différenciation sociale initiale s'est maintenue malgré la décennie de guerre civile.

7. Les productions intraconsommées sont des productions consommées au cours du fonctionnement du système de production, par exemple certaines productions végétales consommées par les animaux d'élevage (ici les bananes plantain destinées à nourrir les porcs) ; ces productions intraconsommées n'entrent donc pas dans le calcul du produit brut du système de production. Les productions auto-consommées sont les productions destinées à l'alimentation du foyer agricole et sont, elles, comptabilisées dans le produit brut.

complémentaires peu gourmandes en capital : pêche, orpaillage et salariat agricole. Parmi ces foyers, seuls ceux qui peuvent compter sur une activité qualifiée sur place (emploi de fonctionnaire, artisanat) ou sur des envois ponctuels d'argent de leur famille en ville réussissent à s'affranchir du salariat agricole et de l'orpailage et conservent un ou deux bovins en divagation près du village. Les familles les plus pauvres n'ont accès aux terres basses qu'en louant des parcelles du côté hondurien aux narcotrafiquants et ils ne parviennent souvent à nourrir leur unique porc qu'en volant des régimes de bananes plantains sur les parcelles d'autres familles. Structurellement endettés et ne pouvant compter que sur de maigres revenus tirés de l'orpailage et du salariat agricole, ces foyers sont contraints de vendre à bas prix leurs services et une partie de leur riz, dès sa récolte, aux familles riches prêteuses, afin de couvrir les dépenses incompressibles du foyer. Quelques mois plus tard, alors que leur grenier est vide, ils leur rachètent ce riz à un prix quatre fois supérieur, s'enfonçant chaque fois un peu plus dans une spirale d'endettement.

Les villages miskitus du fleuve Wangki face au front de colonisation agraire : l'exposition récente d'une société déjà fragilisée

Contrairement à Asang, Santa Fé, autre village miskitu proche du fleuve Wangki, a conservé ses débouchés agricoles auprès du bourg hondurien le plus proche (Suhi), mais connaît en revanche depuis peu l'installation non contrôlée de tiers hispanophones sur son finage. Les étapes de ces accaparements fonciers sont caractéristiques des processus à l'œuvre dans ces villages situés à moindre distance du secteur nommé « Triangle minier » (formé par les villes de Siuna, Bonanza et Rosita, et possédant les plus grands gisements d'or du pays), à savoir : 1) installation d'activités extractives (minéral, bois) et de premiers axes de communication au cœur de la forêt ; 2) consolidation et extension des axes routiers ; 3) explosion des installations et des conflits fonciers entre allochtones et autochtones. À Santa Fé, c'est la mine voisine de Murubila qui a fonctionné dès le début des années 1990 comme un aimant sur des migrants métis gagnant le sud des territoires Miskitus depuis Bonanza en empruntant le fleuve navigable Waspuk et depuis Tasba Pri par des chemins de débardage. En 2005, une entreprise sylvicole guatémaltèque a obtenu une concession pour exploiter le bois précieux dans le finage de Santa Fé, en accord avec les autorités régionales, mais sans que le village ait été consulté. Ces années d'exploitation se sont traduites par le défrichement de la plupart des terres communales laissées en réserve par les villageois et par la mise

en place d'un dense réseau de chemins. Le mouvement d'installations d'allochtones qui s'est ensuivi est à l'origine des premiers conflits fonciers à Santa Fé, à partir de 2010. Ceux-ci ont explosé depuis 2015, année où l'escalade de la violence entre tiers métis hispanophones et Miskitus a causé la mort de plusieurs dizaines de personnes (vagues successives de règlements de comptes en forêt, tantôt menés par des groupes de colons métis armés, tantôt menés par des groupes de Miskitus armés). Depuis, les colons métis sont installés à proximité directe des terres de semis des habitants de Santa Fé et pratiquent des déboisements de lots de 50 à 300 hectares pour les convertir en prairies (figure 3, carte B ; figure 5).



Figure 5 : Élevage bovin de tiers allochtones installé à proximité sur des terres accaparées (gauche) et agriculteur miskitu du village de Santa Fé venu travailler sa parcelle de riz (droite)

Source : auteurs, 2018

Ces accaparements encore en cours à Santa Fé ont été réalisés, jusqu'au moment de la rédaction du présent article, avant tout au détriment des foyers miskitus les plus pauvres, ceux qui, faute de disposer de suffisamment de terres à proximité du village au gré des divisions successoriales, ont défriché les parcelles les plus éloignées, à près de dix kilomètres du village. Confrontés à des allochtones armés, ils ont dû abandonner leurs terres et se rabattre sur la location à part de fruit à des familles miskituës, mieux dotées en foncier, de terres plus proches du village, et sur le salariat agricole. Ce statut de location leur impose de remettre chaque année au propriétaire foncier un pourcentage de leur récolte. Il leur est interdit, par ailleurs, d'implanter sur ces parcelles autre chose que des cultures annuelles (riz, haricot), les privant d'arbres fruitiers et de cultures de tubercules et de bananes. Sans ces dernières, ils ont dû renoncer

à l'élevage de porcs. Le creusement des inégalités intravillageoises s'accompagne ici du recul croissant de l'entraide pour le travail agricole au profit de l'embauche à la tâche. Avec des ressources aurifères bien plus limitées dans ce village qu'aux alentours, les jeunes actifs des foyers pauvres ne peuvent compter que sur des emplois informels et peu rémunérateurs à Waspam, la petite ville voisine, ou sur du salariat agricole. Fortes des débouchés honduriens et d'une main-d'œuvre à bas coût (deux fois moins chère par heure de travail qu'à Asang par exemple, où l'orpailage tire les salaires agricoles vers le haut), les familles miskituës aisées se sont lancées dans des cultures de rente (cacao) et dégagent des surplus vivriers commercialisables.

Les villages miskitus sous front de colonisation depuis trente ans

Tasba Pri : peuplement miskitu récent et arrivée massive de migrants métis

Situé au cœur de la forêt semperfivente, l'actuel territoire de Tasba Pri coïncide avec la zone choisie par le gouvernement sandiniste durant la guerre pour installer des camps de regroupement des populations miskituës qui vivaient jusque-là le long du fleuve Wangki. Les installations préalables dans cette partie de la Mosquitia ne remontaient qu'aux années 1970, et avaient une double origine : 1) des familles miskituës, issues de villages du fleuve Wawa, expulsées de leurs terres par des activités extractives ; 2) quelques migrants métis hispanophones arrivant des départements plus au sud et en quête de terres, tous expulsés pendant la guerre civile.

À la fin de la guerre, lors du démantèlement des camps, une poignée de ces familles miskituës (souvent parmi les plus pauvres de leur village d'origine, et aussi parfois sympathisantes du régime sandiniste) a fait le choix de rester sur place et ont formé les villages miskitus de Sahsa et Sumubila. Dès 1990, les populations miskituës originaires du Wawa ont réinvesti les terres qu'elles avaient commencé à occuper à Tasba Pri pour constituer le village de Kuakuil II. Enfin, des hameaux métis ont été fondés (Naranjal, Nazareth, San Pablo, Akawasito), créés en dehors du finage des villages miskitus, et ont rapidement grandi avec l'arrivée croissante de métis venus des régions plus au sud. Plus récent, le peuplement du territoire de Tasba Pri est donc aussi plus divers que celui des villages miskitus du fleuve Wangki.

De profondes différences de gestion des titres fonciers entre villages miskitus

À Tasba Pri, la colonisation spatiale est désormais achevée, comme l'illustre la rareté des espaces de forêt non défrichée (en noir) en figure 3, carte C. L'abattis du couvert forestier par des tiers a d'abord eu lieu majoritairement en dehors des finages des villages miskitus régis par des titres de réforme agraire. À Sahsa et à Sumubila, les terres proches des axes de communication et des infrastructures de santé et d'éducation ont néanmoins été vendues dès les années 1990 par les leaders miskitus chargés de la gestion des terres communales (*síndico*). À l'inverse, à Kuakuil II, le *síndico* n'a pour le moment concédé la vente à des colons que de très rares parcelles, toujours de façon concertée et pour financer des projets du village.

Cette dualité profonde semble notamment s'expliquer par la divergence des histoires de peuplement. Kuakuil II est né en 1974 et a été créé par des familles d'un village homonyme du fleuve Wawa qu'elles avaient dû quitter à la suite de l'accaparement d'une partie de leurs terres agricoles. Déplacées durant la guerre civile, ces familles ont adressé une demande dès 1986 au ministère du Développement agricole et de la Réforme agraire pour se réinstaller et obtenir quelques années plus tard un titre communal. La gestion du foncier repose dans ce cas sur un système de règles établies par les villageois : 1) chaque famille ne possède des droits que sur les terres qu'elle défriche et travaille, 2) le reste des terres du village constitue une réserve devant permettre aux nouvelles générations de s'installer et aux villageois de continuer leurs activités de chasse et de cueillette en forêt, 3) le *síndico* ne peut céder des terres à des tiers sans obtenir l'accord unanime des villageois. À Sahsa et à Sumubila, les familles sont originaires de différents villages du fleuve Wangki, sans lien familial ou d'interconnaissance entre elles, mais elles sont proches du parti sandiniste dont elles ont intégré la verticalité du pouvoir. Elles ont reçu des lots bornés et individualisés sur le titre communal de réforme agraire reçu en 1986.

Inégalités et appauvrissement croissants

Accroissement généralisé des inégalités de revenus entre foyers miskitus

On retrouve aujourd'hui dans les trois zones d'étude (Asang, Santa Fe et Tasba Pri), dans des proportions différentes, trois grandes catégories de foyers agricoles

miskitus : 1) des foyers qui n'accèdent au foncier qu'en faire-valoir indirect, en louant des parcelles à part de fruit pour produire des cultures de base (riz et haricot) ; 2) des systèmes familiaux en faire-valoir direct, qui disposent d'une production agricole plus diversifiée et pratiquent un peu d'élevage (quelques porcs engrangés, une ou deux têtes de bétail en divagation près du village) ; 3) des systèmes patronaux commerçants largement centrés sur l'élevage bovin – parfois aussi sur certaines cultures de rente (comme le cacao à Tasba Pri), et qui dégagent des surplus vivriers destinés à la vente.

Conduites sur la base d'un échantillonnage raisonné, qui vise à représenter les différentes catégories sociales identifiées indépendamment de leur effectif dans les villages, nos enquêtes technico-économiques⁸ ont permis de modéliser les résultats économiques des différents systèmes de production et d'activité mis en œuvre (Cochet et Devienne, 2006) par des familles miskituës au sein des trois territoires étudiés. Pour faciliter la comparaison des revenus agricoles par actif familial⁹, trois de ces systèmes de production ou d'activité ont été retenus par village en figure 6, illustratifs de chacune de ces trois catégories sociales.

8. Notre échantillon se compose de 130 entretiens technico-économiques conduits auprès de familles miskitus, au sein même des villages : 50 à Asang, 30 à Santa Fé et 50 à Tasba Pri.

9. Le revenu agricole équivaut à la valeur ajoutée nette, c'est-à-dire la valeur des productions à laquelle sont soustraites les différentes consommations annuelles ainsi que les dépenses moyennes annuelles d'investissement et les éventuels coûts d'accès à la terre, au capital et à la main-d'œuvre. Ce revenu agricole est exprimé par actif familial, donc ramené au nombre de membres du foyer participant aux activités agricoles.

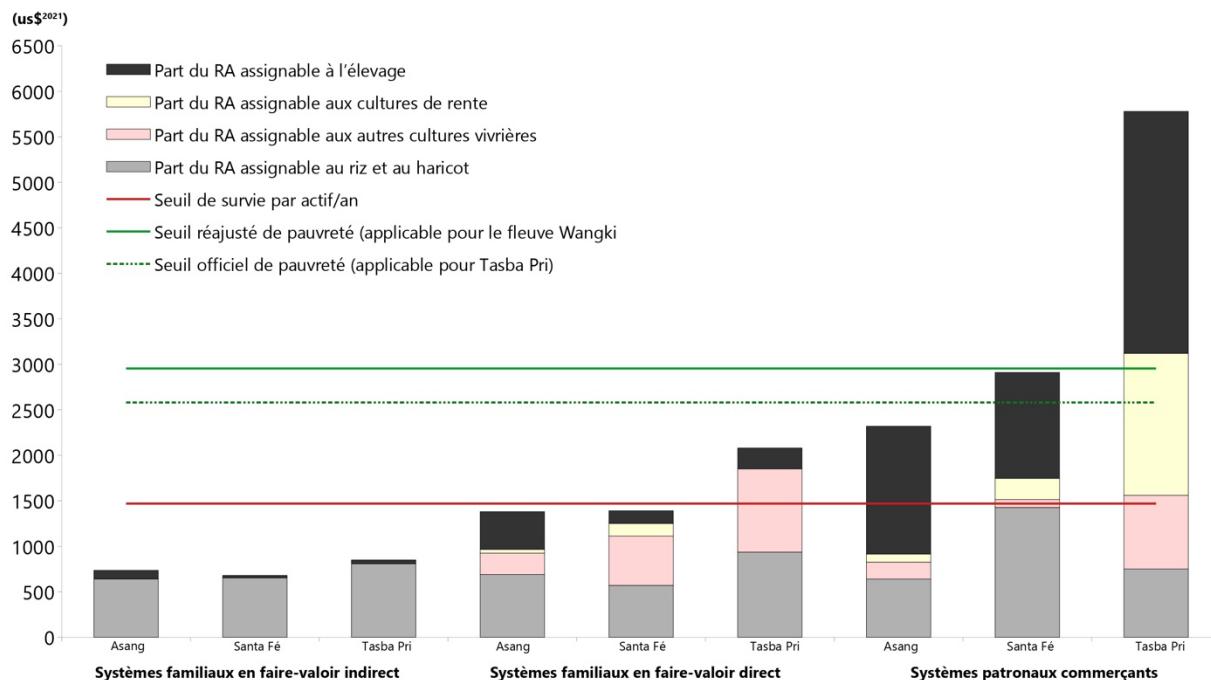


Figure 6 : Comparaison des revenus agricoles (RA) par actif familial pour les différentes catégories de foyers ruraux miskitus, intra- et inter-village, au regard des seuils de survie et de pauvreté¹⁰

Source : enquêtes ; réalisation : auteurs

Nos résultats indiquent que les foyers miskitus qui ont pu préserver leur accès au foncier en faire-valoir direct, maintenir une agriculture de polyculture et un polyélevage, conservent un revenu agricole à peine équivalent au seuil de survie (ils ne le dépassent qu'à Tasba Pri). Les foyers réduits au statut de locataires pour accéder à la terre présentent en revanche des niveaux de revenus agricoles moitié moindres, donc très faibles, et centrés sur les seules cultures de riz et de haricot, sans pour autant parvenir à couvrir, par leur propre production, l'autoconsommation familiale pour ces deux produits de base. Leur situation est d'autant plus critique que ce sont eux qui souffrent d'un ratio consommateurs/producteurs (Chayanov, 1966) au sein du foyer le plus défavorable. Hormis à Asang, les familles à la tête de systèmes patronaux commerçants disposent quant à eux de revenus agricoles par actif familial bien supérieurs qui les placent néanmoins à peine au niveau du seuil de pauvreté nicaraguayen (Santa Fé), ou

10. Le seuil de survie indiqué en figure 6 est celui d'un actif adulte et des personnes dont il a la charge (deux enfants) qui correspond donc aux besoins de la moitié du foyer (1 500 \$ par an). Il équivaut au revenu minimum indispensable pour satisfaire les besoins incompressibles d'une famille rurale miskitus sur une année.

Le seuil de pauvreté retenu correspond au panier de biens moyen de base (*canasta básica*) nicaraguayen. Il est composé de 53 biens et services et tient lieu, au Nicaragua, d'indicateur de pauvreté. Dans la zone du fleuve Wangki, il a été calculé pour un actif et deux enfants à 3 000 \$ par an et à 2 550 \$ par an pour Tasba Pri.

bien au-dessus de celui-ci (Tasba Pri), en raison d'un meilleur accès au marché pour leurs productions de bovins et de cacao. Nos résultats traduisent également des inégalités sociales intravillageoises fortes et qui le sont d'autant plus lorsque les villages sont exposés au front de colonisation agraire : elles atteignent ainsi un facteur 2,5 à Asang, un facteur 4 à Santa Fé et un facteur 7 à Tasba Pri. Les foyers miskitus encore détenteurs de leurs propres parcelles dégagent en effet, à Tasba Pri, des revenus agricoles nettement plus élevés, et ce malgré les phénomènes massifs d'accaparements fonciers à l'œuvre dans ce territoire. Ce qui pourrait apparaître en première analyse comme un paradoxe s'explique par la plus grande connexion de ce territoire aux échanges marchands. Les grossistes peuvent par exemple proposer aux agriculteurs de Tasba Pri des prix 20 à 40 % supérieurs à ceux proposés à Asang pour le riz et le haricot. Cet avantage comparatif dû au désenclavement sous l'avancée du front de colonisation agricole ne doit pas pour autant masquer la disparition presque complète des familles miskitives en polyculture, polyélevage et faire-valoir direct à Tasba Pri (plus spécialement dans les villages de Sahsa et Sumubila). Et ce, alors qu'elles composent encore, au moment de l'écriture de cet article, plus des deux tiers des foyers à Asang, village certes soumis au narcotrafic, mais jusque-là demeuré à l'abri des accaparements fonciers. Les foyers paupérisés réduits à la location de terre composent en revanche 30 % des foyers miskitu à Tasba Pri, dans des villages où les accaparements fonciers des colons métis hispanophones ont été particulièrement massifs. Ils ne peuvent plus compter non plus sur les activités de pêche, de chasse et de cueillette dans des réserves forestières entièrement occupées désormais par les éleveurs métis. Les inégalités sociales, près de trois fois plus fortes à Tasba Pri qu'à Asang, sont bien davantage liées aux modalités de ces accaparements qu'aux prix agricoles supérieurs proposés aux producteurs : les systèmes patronaux commerçants de Sahsa et Sumubila sont souvent menés par l'élite politique locale qui, grâce à la vente de lots de terre aux colons métis, a pu considérablement accélérer et amplifier sa capitalisation dans la conversion de forêts en prairies et dans le bétail.

Tous les foyers miskitus des trois villages types étudiés pratiquent, en parallèle de l'agriculture, d'autres activités, qui sont des sources de revenus complémentaires. Leur intégration dans les ressources des foyers conduit au calcul des revenus totaux par actif familial, présentés en figure 7. Les gains générés par ces autres activités occupent néanmoins une place inégale dans les revenus totaux : moins de 25 % chez les agriculteurs familiaux qui ont pu maintenir la polyculture et le polyélevage, contre environ 35 % pour les foyers pauvres locataires de terres. À Asang, c'est avant tout

l'orpaillage, accompagnant la flambée des cours de l'or, qui compose ces revenus extra-agricoles. À Santa Fé et à Tasba Pri, il s'agit en revanche, le plus souvent, de salariat agricole à la tâche pour les activités les plus pénibles physiquement (entretien des prairies, préparation du sol, semis et désherbage des cultures, traite des vaches), d'abord auprès des familles miskitus plus aisées du village, ensuite auprès des éleveurs métis installés à leur voisinage. Malgré ces revenus complémentaires, les foyers sans terres sont bien en dessous du seuil de survie, situation qui se reflète dans la détérioration de l'habillement, de l'alimentation (un repas de riz blanc par jour), de l'éducation (déscolarisation des enfants les plus âgés) ou encore de l'habitat (regroupement de plusieurs générations sous le même toit, pièce unique sans meubles, réparation de la maison avec du bambou et des feuilles de palmier). En part du revenu total, ce sont les familles les plus aisées qui enregistrent les revenus extra-agricoles les plus élevés, grâce à leurs activités commerciales d'achat et de revente (marchandises, céréales et or) et surtout de prêt auprès des foyers paupérisés. Les activités extra-agricoles ne permettent donc pas d'infléchir les inégalités, mais tendraient au contraire à les renforcer.

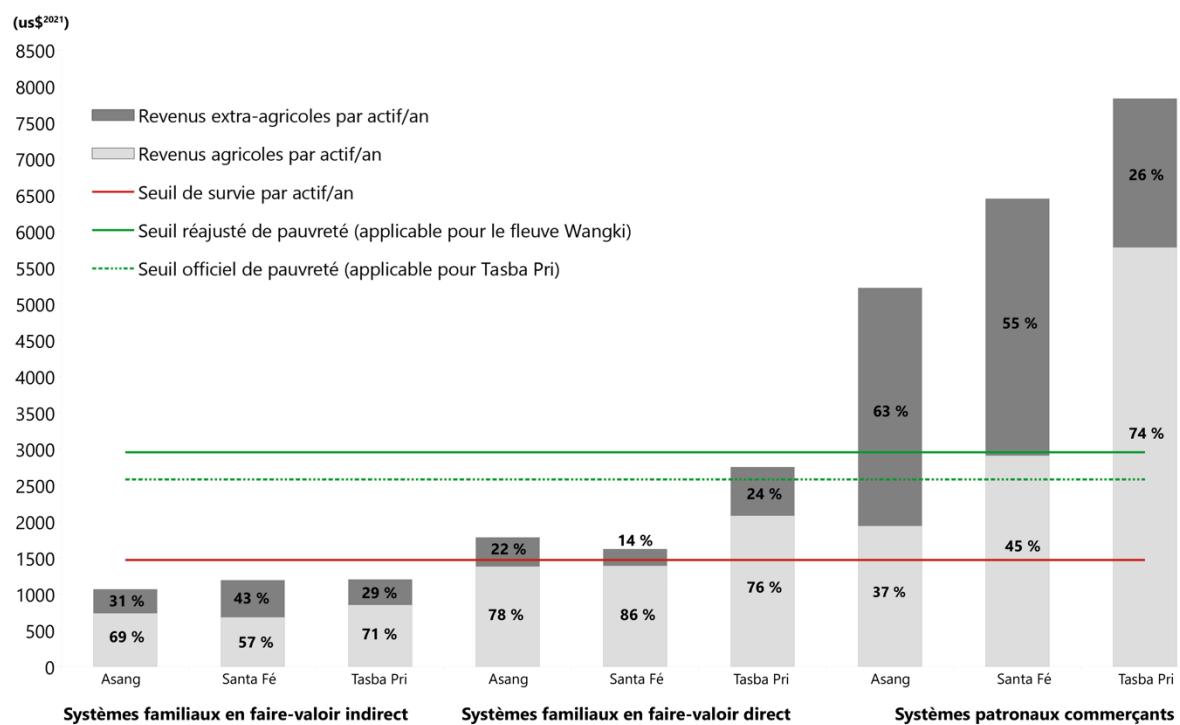


Figure 7 : Revenu total par actif familial et part des revenus extra-agricoles pour les différentes catégories de foyers ruraux miskitus

Source : enquêtes ; réalisation : auteurs

Des migrations croissantes des jeunes Miskitus en direction des centres urbains

À Santa Fé et à Tasba Pri, les familles miskitues ne peuvent plus compter sur les réserves forestières pour étendre leur espace cultivé ni installer les nouvelles générations au rythme de la croissance démographique du village. Les jeunes des familles sans réserve foncière sont donc contraints de migrer vers Bilwi pour louer leurs bras. Ceux, moins nombreux, qui avaient commencé des études supérieures en ville, hébergés chez un membre de la famille élargie, doivent bien souvent interrompre leurs cursus à cause du coût de la vie et de la nécessité d'appuyer financièrement leur famille restée au village. Dans un premier temps, ils maintiennent un lien étroit avec leur famille (envoi d'une partie de leur salaire, retour pour les périodes de travail agricole plus intenses). Or, l'économie informelle dans les centres urbains de la région Atlantique nord n'offre que des salaires d'environ 100 dollars américains mensuels (vigile de nuit, jardinier, femme de ménage, docker, marin...). Avec un seuil de pauvreté calculé pour Bilwi à 260 dollars américains par mois et par actif pour une famille de deux adultes et quatre enfants : ces familles en exode rural vivent dans une pauvreté absolue et ne peuvent soutenir durablement leur famille au village et ne peuvent soutenir durablement leur famille au village, provoquant, dans un second temps, une rupture au moins des envois d'argent. Ces migrations, subies ou choisies selon les catégories sociales, se sont traduites par un doublement de la population de Bilwi ces quinze dernières années (2005-2021, INIDE), et par une augmentation de 150 % pour la ville de Waspam, chef-lieu et port fluvial du fleuve Wangki. Illustration de cet exode rural : la population n'a progressé, parallèlement, que de 15 % dans les villages du fleuve Wangki au cours de cette même période, contre une augmentation de 30 % pour l'ensemble du Nicaragua.

Conclusion

Dans les trois territoires étudiés dans le cadre de cette recherche, différemment exposés aux accaparements fonciers, les dynamiques agraires en cours sont marquées par un net accroissement de la différenciation sociale, une paupérisation croissante et, dans les villages soumis au front pionnier, une migration vers les villes de plus en plus massive, spécialement pour les jeunes ruraux miskitus. Pour ces populations miskitues installées en forêt sempervirente dont une part importante de l'économie repose sur l'agriculture et donc l'accès à la terre, inégalités sociales et injustice spatiale sont intimement liées.

En renforçant la précarité des familles déjà les plus défavorisées, les accaparements fonciers dans cette partie du Nicaragua constituent un facteur majeur d'accroissement de la différenciation sociale initiale.

Ces processus qui signifient pour les Miskitus une perte de souveraineté pour la première fois de leur histoire (Bataillon, 2002) laissent présager, pour l'ensemble des territoires boisés autochtones de la Mosquitia, la possible disparition, à terme, des foyers miskitus pouvant vivre avant tout de polyculture et de polyélevage. Cette possible disparition se fait au profit d'une migration vers les centres urbains régionaux ou de la prolétarisation des foyers sur place, de plus en plus réduits au salariat agricole, à la location de terres à part de fruit et au prix d'une constante insécurité en lien avec la progression des violences interethniques. Ces dernières sont aggravées par le double jeu de certains leaders autochtones qui vendent l'usufruit de terres déjà occupées. Combien de temps les villages concernés peuvent-ils contenir ces accaparements fonciers ? Ces violences sont souvent cachées à l'opinion publique, à l'instar du récent massacre (23 août 2021) qui s'est produit dans la réserve protégée du Bosawas pour le contrôle du site minier artisanal Wilakambah, lequel a été loué par des leaders autochtones à des métis, ensuite délogés par les villageois. Le bilan est d'au moins onze morts parmi les orpailleurs autochtones (Miskitus et Mayangnas).

Tous les événements dont il est question dans l'article sont, dans leur nature et dans leurs symptômes, similaires à ceux décrits dans d'autres régions du continent, alors que paradoxalement l'autonomie et les droits de propriété des peuples autochtones n'ont jamais été autant reconnus. Si certaines ethnies comme les Wichis dans le Chaco au nord de l'Argentine se battent encore pour obtenir la titularisation de leur territoire (Preci *et al.*, 2020), la majorité d'entre elles a déjà obtenu des titres fonciers collectifs à l'instar des *comarcas* panaméennes, des *resguardos* colombiens, des *terrás* brésiliennes ou des *territorios* nicaraguayens. Pourtant, le processus légal « d'assainissement » reste bloqué partout par des acteurs locaux, souvent des représentants du pouvoir étatique, qui soutiennent les tiers installés sur les territoires.

Pour citer cet article

Leo Florent, **Garambois** Nadège, 2023, « Expansion de la frontière agricole et différenciation sociospatiale des Miskitus au Nicaragua » ["Advance of the agricultural settlement frontier and socio-spatial differentiation of the Miskitus in Nicaragua"], *Justice spatiale / Spatial Justice*, 18 (<http://www.jssj.org/article/expansion-frontiere-agricole-differentiation-sociospatiale-des-miskitus-au-nicaragua/>).

Bibliographie

Acosta María Luisa, 2020, *Graves violaciones a los derechos humanos de los pueblos indígenas Mískitu y Mayangna en la Región Autónoma de la Costa Caribe Norte (RACCN) de Nicaragua*, Centro de Asistencia Legal a Pueblos Indígenas.

Bainville Sébastien, **Mena** Rolando, **Rasse-Mercat** Élisabeth, **Touzard** Isabelle, 2005, « La pauvreté des exploitations familiales nicaraguayennes : retard technique ou manque de terres ? », *Revue Tiers Monde*, 183, p. 559-580.

Bataillon Gilles, 2002, « Guerre et assemblée, découverte et apprentissage de la démocratie chez les Miskitus nicaraguayens (1981-1988) », *Cultures & Conflits*, 47, p. 195-215.

Bataillon Gilles, 2005, « De Sandino aux Contras. Formes et pratiques de la guerre au Nicaragua », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 3, p. 653-688.

Chayanov Alexander V., 1966, *The theory of peasant economy*, Homewood, Irwin Publishers.

Cochet Hubert, 2015, « Controverses sur l'efficacité économique des agricultures familiales : indicateurs pour une comparaison rigoureuse avec d'autres Agricultures. », *Revue Tiers Monde*, 221, p. 9-25.

Cochet Hubert, **Devienne** Sophie, 2006, « Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricoles : une démarche à l'échelle régionale », *Cahiers agricultures*, 15(6), p. 578-583.

Cochet Hubert, **Devienne** Sophie, **Dufumier** Marc, 2007, « L'agriculture comparée, une discipline de synthèse ? », *Économie rurale*, 297-298, p. 99-112.

Comisión Nacional de Demarcación y Titulación, 2013, *Informe ejecutivo de la CONADETI y las CIDT's*, CONADETI.

Global Witness, 2006, *Last line of defense. The industries causing the climate crisis and attacks against land and environmental defenders*, Londres, Global Witness.

Hale Charles R., 1996, *Resistance and contradiction: Miskitu Indians and the Nicaraguan state, 1894-1987*, Stanford, Stanford University Press.

Hansen Matthew C, **Potapov** Peter V., **Moore** Rebecca, **Hancher** Matt, **Turubanova** Svetlana A., **Tyukavina** Alexandra, **Thau** David, **Stehman** Stephen V., **Goetz** Scott J., **Loveland** Thomas R., **Kommareddy** Anil, **Egorov** Alexey, **Chini** Louise, **Justice** Christopher O., **Townshend** John. R. G., 2013, « High-resolution global maps of 21st-century forest cover change », *Science*, 6160, p. 850-853.

Hardy Sébastien, 2005, « Intégration pacifique et autonomie atlantique au Nicaragua ? », *Bulletin de l'Association de géographes français*, n° 4, p. 422-432.

Maldidier Cristóbal, 2004, « Agricultural pioneer fronts, the crest of a far-reaching wave. The social and spatial dimension of lowlands colonization in Nicaragua », dans Babin Didier, *Beyond tropical deforestation*, Paris, UNESCO-Cirad, p. 185-192.

Maldidier Cristóbal, **Antillon** Tupac, 1993, *Tendencias actuales de la frontera agrícola en Nicaragua : informe de consultoría a solicitud de ASDI*, Nitlapán UCA.

Mcsweeney Kendra, **Wrathallb** David J., **Nielsenc** Erick A., **Pearson** Zoe, 2018, « Grounding traffic: The cocaine commodity chain and land grabbing in eastern Honduras », *Geoforum*, 95, p. 122-132.

Preci Alberto, **Gautreau** Pierre, **Tallet** Bernard, 2020, « Sortis du bois. Les nouvelles formes de visibilités des Wichis du nord de l'Argentine », *Espace populations sociétés*, 1-2, p. 1-22.

Roux Bernard, 1975, « Expansion du capitalisme et développement du sous-développement : l'intégration de l'Amérique centrale au marché mondial de la viande bovine », *Revue Tiers Monde*, 62, p. 355-380.

United Nations Office on Drugs and Crime, 2012, *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean. A Threat Assessment*, UNODC.